

d'atteinte des interférences politiques liées à la corruption. Quand j'ai repris l'agence, le manque de moralité y était abyssal. Nous commençons seulement à voir les bonnes personnes aux bons postes chargées d'accomplir les bonnes actions sans risquer d'être mises sous pression. Au cours des onze derniers mois, le Kenya a perdu 94 éléphants : bien moins que les centaines tués l'année précédente. Nous avons renforcé la loi kényane de protection des animaux afin de rationaliser la gestion du KWS, embauché 1 000 gardes de plus, augmenté les peines pour braconnage et nous sommes en train de recruter et d'entraîner un corps de procureurs spécialisés dans la protection de la vie sauvage. Nous logeons bien nos employés en brousse, leur assurons une protection sociale, améliorons les routes, et nous acquérons de nouveaux véhicules et équipements afin de lutter contre le braconnage.

PLS

Pour protéger la vie sauvage, il vous faut aussi l'adhésion des communautés locales. Comment vous y prenez-vous ?

R. L. : Au fil des années, *National Geographic*, la BBC et d'autres grands médias ont réalisé des documentaires sur la vie sauvage africaine destinés aux publics non africains. Aucun de ces films n'avait été projeté au Kenya. Jamais. WildlifeDirect, une ONG que j'ai fondée, a persuadé certains de ces médias de nous prêter leurs documentaires. Nous les diffusons chaque samedi à 20 heures depuis janvier 2016 et ils deviennent aussitôt les sujets les plus commentés au sein des réseaux sociaux. WildlifeDirect produit aussi pour la chaîne kényane NTV l'émission *Wild Talk*, diffusée chaque mardi soir. Il s'agit des premiers films réalisés par des Africains sur leur faune naturelle. Bientôt, la population kényane aimera autant les grands animaux sauvages que celles de Londres, de Paris ou de New York.

PLS

Les parcs nationaux africains sont censés attirer l'argent du tourisme. Est-ce aussi la logique du KWS ?

R. L. : Les Kényans sont en train de prendre conscience que la doctrine dirigeant la protection de la vie sauvage doit évoluer. Le tourisme est une composante majeure de notre futur économique,

mais c'est une ressource instable et, au mieux, de moyen terme, car l'industrie va prendre le relais à mesure que le pays se développera. Par ailleurs, beaucoup de gens comprennent que le fait d'avoir des espaces sauvages, où l'on peut venir respirer librement en jouissant de la beauté environnante, est important pour chaque pays. Et les Kényans considèrent leurs espaces naturels comme un héritage inestimable. Voilà qui est de loin bien plus important à long terme que le tourisme !

PLS

Et qu'en est-il des villages dangereusement proches des animaux sauvages ?

R. L. : La population kényane a triplé. Progressivement, les gens s'installent en des lieux peuplés d'animaux sauvages. De nombreuses personnes se font tuer par des éléphants, des buffles, des crocodiles, tandis que des récoltes sont détruites par les animaux. Tout cela engendre un certain ressentiment de la population à l'égard des animaux sauvages. C'est pourquoi je suis persuadé que la clôture des parcs nationaux, que nous

Nous empruntons à faible taux à des institutions comme la Banque mondiale et rembourserons au cours des trente années qui viennent. Ces clôtures faciliteront la lutte contre les braconniers, puisqu'ils se font souvent passer pour des bergers. Cela nous prendra de trois à cinq ans pour les installer, mais les gens, alors, nous féliciteront. Pour le moment, ils nous traitent de fous !

PLS

Au Kenya, les ruraux ne profitent guère du tourisme animalier, alors qu'en Namibie et au Botswana, les parcs gérés par les communautés villageoises bénéficient d'un important soutien local. Ne vous faut-il pas gagner le monsieur Tout le Monde kényan à la cause de la protection de la vie sauvage ?

R. L. : Bien entendu, mais faut-il le faire sur la base de bénéfices pour les locaux qui ne dureront que le temps du tourisme ? À mon avis, l'argent du tourisme doit aller au gouvernement, qui de son côté doit s'occuper de construire de meilleurs hôpitaux, de meilleures routes et une meilleure infrastructure pour la nation dans son ensemble et pas seulement pour les gens vivant autour des parcs.



UN MILITAIRE KÉNYAN surveille la destruction par le feu de nombreuses tonnes d'ivoire d'éléphant et de rhinocéros.

sommes en train d'engager, est une bonne solution : elle évitera que les animaux n'envahissent les exploitations agricoles et que les bergers ne mènent leur bétail paître dans les parcs.

PLS

Voilà une proposition radicale !

R. L. : Oui, mais ce pourrait bien être la seule solution qui fonctionne. Les techniques de clôture sont très efficaces aujourd'hui, mais chères.

PLS

Trouvez-vous problématique d'employer des fonds d'État à protéger la vie sauvage, alors que tant de Kényans sont pauvres ?

R. L. : À l'époque où j'étais secrétaire du cabinet au Kenya, tout ce qui avait été budgété par le gouvernement passait par mon bureau. Nombre de mes collègues du secteur de la protection des animaux me demandaient : « Pourrais-tu augmenter un peu notre budget ? Cela nous aiderait tellement. » Et il